La construction de l'autorité en contexte. L'effacement du dissensus dans les discours institutionnels

Are authoritative discourses dull and consensual?

Michèle Monte et Claire Oger

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/mots/21847>

DOI : 10.4000/mots.21847

ISSN : 1960-6001

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 23 mars 2015

Pagination : 5-18

ISBN : 978-2-84788-698-6

ISSN : 0243-6450

Référence électronique

Michèle Monte et Claire Oger, « La construction de l'autorité en contexte. L'effacement du dissensus dans les discours institutionnels », *Mots. Les langages du politique* [En ligne], 107 | 2015, mis en ligne le 23 mars 2017, consulté le 24 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/mots/21847> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/mots.21847>

La construction de l'autorité en contexte. L'effacement du dissensus dans les discours institutionnels

Qui mobilise la notion d'autorité et étudie sa construction en discours se trouve bien vite sommé de situer sa démarche au regard des positions, aussi célèbres que discutées, de Pierre Bourdieu : en affirmant, dans *Ce que parler veut dire*, que « l'autorité advient au langage du dehors » (1982, p. 105), le sociologue appelait l'attention sur les mécanismes sociaux de la légitimation, voire de la consécration des « porte-parole », imposteurs dotés du *skeptron* et représentants privilégiés de l'accès inégalitaire à la parole légitime. Ce dossier, qui s'interroge plus particulièrement sur l'autorité des locuteurs institutionnels, n'a nullement pour objet de récuser l'existence ni l'efficience des « rites d'institution » dont l'opérativité sociale et symbolique a si bien été mise en évidence, par P. Bourdieu lui-même, dans *La noblesse d'État* notamment (Bourdieu, 1989, p. 121). Il paraît pourtant bien difficile de suivre le sociologue sur la voie d'une affirmation aussi radicale que celle qui est rappelée ci-dessus. Nous ne reviendrons pas sur les conceptions linguistiques et discursives qui sous-tendent une telle position, et auxquelles Pierre Achard a fait un sort dès la publication de l'ouvrage (Achard, 1983), et nous l'envisagerons plutôt sous l'éclairage des contributions ici rassemblées.

Il faudra tout d'abord s'entendre sur le « dehors » dont il peut être question : le partage entre les locuteurs légitimes et les « sans voix » est un peu vite opéré par P. Bourdieu à l'échelle très large de l'espace social, et l'on verra par exemple, dans l'article d'Isabelle Huré, que des magistrats, locuteurs autorisés par excellence, adoubés par l'institution et représentants d'une fonction régaliennne, peuvent voir leur autorité fragilisée et comme marginalisée, au regard de la parole des victimes, dans le cadre de débats télévisés portant sur la « récidive » : un tel cadrage thématique, qui met l'accent sur le risque couru, induit déjà la prééminence de la parole des victimes, mais surtout le dispositif télévisuel, favorisant l'expression d'émotions, relayant plus volontiers le désarroi et la souffrance que les propos mesurés et juridiquement contraints des

magistrats, tend à miner leur crédibilité ou à réduire la portée de leurs propos. C'est donc bien dans le contexte étroit d'une scénographie particulière qu'il faut envisager la construction de l'autorité, et à cet égard, la force de la parole des magistrats, en passant du prétoire au plateau de télévision, se trouve pour ainsi dire subvertie par le dispositif même dans lequel elle se trouve énoncée.

Plus encore pourtant que la définition à donner du contexte d'énonciation, c'est la notion d'*autorité* elle-même qui fournira l'axe principal de l'interrogation, ainsi que les modalités spécifiques de sa construction dans le discours des institutions : dans ce contexte particulier en effet, discours d'autorité et discours autoritaires semblent pouvoir être distingués, non pour établir une distinction de degré ou de valeur, mais bien pour explorer l'inscription, dans les matérialités discursives, de cette crédibilité accrue que suppose l'autorité. Il nous semble en effet que c'est en s'efforçant de dégager l'autorité discursive des liens souvent mal définis qui la rattachent aux discours autoritaires que l'on peut mettre en évidence les formes plus indirectes qu'elle peut prendre dans le discours des institutions : étroitement contraintes, en ce qui concerne les institutions publiques, par les normes de la légitimité démocratique – elle-même en constante évolution (Rosanvallon, 2008) –, ou beaucoup plus généralement par les mutations culturelles qui transforment le rapport aux savoirs et aux autorités réputées les détenir, la plupart des institutions ne sauraient guère aujourd'hui asseoir leur crédibilité sur l'affirmation trop explicite d'une position, ni asséner purement et simplement un point de vue.

Dans cette perspective, la légitimation des discours institutionnels pourrait bien se construire de manière diamétralement opposée à l'efficacité des discours autoritaires, dans lesquels affleure sans cesse la force ou même la violence, voire, pour les discours totalitaires, la menace de meurtre (Turpin, 2012 ; Rhétoré, 2012). L'objet de nos interrogations ne sera donc pas la présence rémanente ou résurgente d'une forme de discours « autoritaire » en démocratie, que la revue *Mots. Les langages du politique* (*Mots*, à l'époque) explorait dans un dossier intitulé *Actes d'autorité. Discours autoritaires* (Pineira, Périès, 1995) et qui y a fait l'objet de travaux plus récents (par ex. Mayaffre, 2013 ; Yanoshevsky, 2009). Pour autant, l'autorité du locuteur, si l'on veut conserver à cette notion une portée spécifique, ne doit pas, à l'inverse, se dissoudre dans une simple crédibilité : toute prise de parole dans l'espace public ne prétend pas au statut de parole d'autorité – et peut même au contraire le récuser. Le point de vue adopté ici est donc plutôt de considérer l'autorité comme la prétention à un *surcroît* de crédibilité, qui s'alimente certes au statut social du locuteur et/ou à sa position institutionnelle, mais qui comporte aussi une dimension discursive d'une part, contextuelle d'autre part, toutes deux étroitement liées (Oger, 2013)¹.

1. Voir notamment le chapitre 7, « L'institution du neutre » (Oger, 2013, p. 237-274).

Ce numéro aborde donc bien sûr l'autorité sous les espèces de « l'argumentation par autorité », selon les deux formes qu'elle prend dans la terminologie d'Oswald Ducrot (1984, p. 149-158) : deux articles, celui de Stefano Vicari, consacré à l'Académie française et celui d'Anne Régent-Susini, portant sur les catéchismes et controverses du XVII^e siècle, offrent plusieurs exemples du « raisonnement par autorité », qui consiste à attribuer explicitement une proposition à un locuteur extérieur reconnu comme faisant autorité, puis à la reprendre à son compte. D'autres contributions mettent davantage en lumière des phénomènes relatifs aux enchaînements entre énoncés, qui pourraient être rapprochés de ce qu'Oswald Ducrot avait appelé l'« autorité polyphonique » : inhérente au fonctionnement argumentatif du langage, celle-ci repose sur le fait qu'une proposition P₂ tire sa légitimité d'une proposition préalable P₁, dont l'assertion, simplement *montrée* par le locuteur, a par là acquis une force de vérité qui fournit un argument pour P₂.

Mais on verra que les manifestations linguistiques de l'autorité discursive, au sens où nous l'entendons ici, couvrent des domaines variés, allant du lexique au raisonnement en passant bien évidemment par l'énonciation, dont les dispositifs sont très révélateurs, dans les différents corpus étudiés, des efforts des locuteurs pour naturaliser leurs prises de position et les faire passer pour universelles.

C'est également en un sens large qu'il faudra comprendre dans ce dossier le recours à la notion d'institution. Débordant le cadre étroit des institutions publiques, celles auxquelles nous nous intéresserons coïncident davantage avec la définition qu'en propose Mary Douglas, de « groupement social légitimé » (Douglas, 1999) : car c'est bien au sens où les locuteurs sont particulièrement reconnus, au sens où ils sont censés détenir un savoir, une compétence, une position, une expérience, un savoir-faire qui *autorisent* leur parole que leur discours peut être, en première approche, qualifié de discours d'autorité, fût-ce une autorité fragile et contestée. C'est pourquoi on ne s'étonnera pas de trouver dans ce dossier des articles relatifs à la mise en scène télévisuelle de la parole d'autorité, ou encore au genre de l'éditorial, ici étudié par Thierry Guilbert, et dont Philippe Riutort écrivait : « le discours des éditorialistes emprunte [...] beaucoup au discours d'autorité dont il constitue une variante » (Riutort, 2009, p. 142).

Par là l'autorité rejoint d'abord les questions posées par l'épistémologie sociale et relatives à la confiance épistémique, que cette confiance en l'autorité d'une source s'appuie sur des critères supposés rationnels ou qu'elle repose sur une « déférence » socialement construite (Origgi, 2004 ; *Id.*, 2008, p. 43-49). D'autres auteurs d'ailleurs n'ont pas manqué de souligner tout ce que nos discours et nos croyances devaient à des sources autorisées et Marc Angenot a consacré tout récemment à cette question un ouvrage entier, contribuant à éclairer la distinction entre confiance et obéissance, entre autorité et

coercition (Angenot, 2013)². Il n'empêche que dans bien des cas, déférence sociale et déférence épistémique se trouvent étroitement liées, comme le souligne Laurence Kaufmann (2006, p. 113) :

Les diverses instances qui s'arrogent les discours publics, notamment les élites politiques et médiatiques, interrompent brusquement la chaîne déférentielle illimitée qui fait, tout au moins théoriquement, de la fixation des référents sociopolitiques (liberté, justice, nation) un enjeu collectif de négociation et de controverse. Cette interruption illégitime impose aux agents ordinaires une déférence inconditionnelle, et épistémiquement injustifiée.

C'est ce lien que plusieurs articles du dossier éclairent chacun à leur façon en analysant comment des locuteurs soucieux de ménager leur autorité empêchent toute renégociation du sens des concepts sociopolitiques ou religieux qu'ils emploient.

En ce qui concerne les sphères sociales étudiées, les contributions de ce numéro parcourent des champs aussi divers que ceux de la culture et de la politique, de la religion et des médias, faisant varier également les époques et les contextes institutionnels. Une telle diversité récuse, d'une part, toute approche de l'autorité ou de la crédibilité comme des *universaux*, et permet, d'autre part, d'examiner de manière très précise l'hypothèse de travail proposée aux auteurs du dossier : discours et communication institutionnels, loin de s'appuyer sur l'éclat tonitruant de l'éloquence des tribuns, sur la force oratoire de la conviction personnelle, semblent au contraire plus souvent sous-tendus par cet *ethos* des « locuteurs dissimulés », mis en évidence par Ruth Amossy (2010, p. 183-208). Tout au moins la tension est-elle souvent perceptible entre une expression personnelle, parcourue de traces de subjectivité, et l'effacement énonciatif qui sied aux responsables publics (Cohen-Wiesenfeld, 2004 et 2008) : les institutions, supposées parler d'une seule voix, s'accommodent mal du dissensus interne ou d'une polyphonie mal orchestrée (Oger, 2003 ; Oger, Ollivier-Yaniv, 2006). C'est d'ailleurs ce qui amène Dominique Maingueneau (2002 et 2013) à dénier le statut de discours politiques aux textes produits par les organisations internationales, qui prétendent « dire l'Universel par la bouche d'un énonciateur universel » (Maingueneau, 2013, p. 182)³.

Les institutions vont parfois jusqu'à récuser l'existence même du dissensus dans l'espace social, réduisant ou déniaient les enjeux politiques qui sous-

2. Ce dernier point était déjà relevé par Hannah Arendt qui plaçait l'autorité à égale distance de la coercition et d'une persuasion qu'elle qualifiait d'« égalitaire » (Arendt, 1989, p. 123). Nous ne retiendrons pas cette dernière formulation, qui repose sur une vision réductrice ou très restreinte de l'argumentation, mais seulement la position de surplomb qu'occupe ou que conquiert le locuteur autorisé et que nous résumons par la formulation « surcroît de crédibilité » (Oger, 2013, p. 26-28 et 79-111).
3. Incapables de poser ce « monopole énonciatif » comme l'émanation d'une transcendance ou d'un Absolu, elles en sont réduites à ne proposer qu'un « simulacre » de discours constitutifs (Maingueneau, 2013, p. 182-183. Voir aussi *Id.*, 2002).

tendent la production et la circulation des discours au profit d'une lecture réputée rationnelle de la réalité. Ce point a été bien mis en évidence pour le discours des organisations internationales, au point de suggérer à Roser Cussó et Corinne Gobin la qualification de « discours expert » pour désigner ce type de discours où « le changement politique est mis hors débat » (Rist, 2002 ; Cussó, Gobin, 2008). Faut-il dès lors considérer que les discours institutionnels sont à la fois privés d'un éclat oratoire réservé aux arènes politiques, et qu'ils évitent ou émoussent les éclats polémiques ? On verra que la réponse apportée par les contributeurs à ce numéro est plus complexe et plus nuancée.

S'agissant des tribunes des académiciens dans la presse française (où s'illustre notamment Maurice Druon, qui privilégie les colonnes du *Figaro*), Stefano Vicari montre à quel point l'autorité des locuteurs s'appuie volontiers sur des interrogations rhétoriques, des formes de désinscription énonciative, des appels à l'évidence, et le recours à des « figures patrimoniales » supposées indiscutables. Pour autant, dès lors que sont évoquées d'autres institutions gardiennes de la langue, la conflictualité se trouve exhibée dans un discours farouche d'apologie de l'Académie et de contestation des institutions concurrentes. Là encore, l'autorité réputée bien assise des institutions peut apparaître comme secrètement minée et placée dans une posture défensive.

Inconfort qui caractérise également, dans un tout autre cadre, les prises de parole des orateurs républicains à l'aube de la Troisième République : dans un contexte où le suffrage universel fait peur⁴, mais où il apparaît comme un article fondamental de la « mystique républicaine », l'effacement énonciatif apparaît comme un moyen de gérer les contradictions insurmontables entre une citoyenneté de droit et les risques de l'exercice démocratique. C'est ainsi que l'*ethos* (préalable) de tribun d'un Gambetta, d'un Victor Hugo ou d'un Paul Bert peut s'effacer pour laisser s'exprimer le suffrage universel lui-même, personnifié et idéalisé. Derrière des différences finement analysées entre les orateurs de la première et de la seconde génération républicaine, Aude Dontenwille-Gerbaud met en relief une même tendance à créer une communion avec le public autour d'une entité, le suffrage universel, parée de toutes les vertus et propre à emporter l'adhésion, sans qu'on s'interroge sur ses conditions d'exercice. Comme la notion de *démocratie* (voir Constantin de Chanay, Rémi-Giraud, 2007, ainsi que Dufour, 2011) qui, de nos jours, suffit à conférer une aura positive à un État ainsi qualifié, le *suffrage universel* acquiert une valeur intrinsèquement argumentative par son association à l'être même de la République. Toute référence à des points de vue discordants est éliminée, alors même que les débats étaient vifs à l'époque. Aude Dontenwille-Gerbaud s'interroge cependant sur l'efficacité d'un tel positionnement énonciatif, au regard de l'adhésion mesurée qu'il suscite chez le public. D'autres discours, plus autoritaires, semblent mobiliser

4. Rappelons qu'il avait porté au pouvoir Louis-Napoléon Bonaparte en décembre 1848.

davantage, sur des thématiques plus sociales. Le recours à une autorité fondée sur l'effacement énonciatif est-il alors le signe d'une impuissance à s'engager personnellement sur un terrain mouvant ?

Dans le champ religieux, l'article d'Anne Régent-Susini examine le cas particulier de la construction de l'autorité dans deux grands types de discours : le discours catéchétique et le discours apologétique. Là encore, l'analyse détaillée ouvre sur des conclusions plus subtiles que le genre de discours ne le laisserait supposer : les catéchismes adressés aux fidèles, bien que dialogués, apparaissent paradoxalement comme peu dialogiques. Leurs auteurs produisent des réponses décontextualisées qui reprennent les dogmes et font entendre la voix de l'Église millénaire, en ignorant volontairement le contexte fortement polémique de l'affrontement entre catholiques et protestants. Quant aux discours de controverse explicitement adressés aux adversaires, ils déploient une stratégie énonciative qui s'appuie sur une « rhétorique dépassionnée » et disqualifie la polémique au profit de la force intrinsèque censée s'attacher à la vérité. À travers une énonciation désembrayée et une assertivité sereine, ils construisent « l'*ethos* d'un locuteur, sinon neutre, du moins dépourvu de tout aveuglement partisan », et tendent à ce lissage de la conflictualité qui nous paraît caractéristique des discours instituants. Mais l'étude du lexique et des marques énonciatives montre sans peine la subjectivité et la polarisation axiologique qui traversent ces discours et conduit donc Anne Régent-Susini à conclure à un irénisme plus apparent que réel. Dans ces textes, qui illustrent « le caractère *médiat* et transitif de l'autorité en régime chrétien », la stratégie d'effacement du locuteur ne peut être menée jusqu'au bout, car l'apologiste ne peut prétendre, contrairement au prophète, « dire *directement* le vrai »⁵.

L'évitement de l'affrontement argumentatif, ou l'évidement du débat, apparaît de manière plus claire encore dans l'article qu'Émilie Devriendt et Michèle Monte consacrent à l'examen d'un genre fort intéressant : celui de l'exposé des motifs placé en avant du texte de loi. Les travaux sur la distinction entre explication et argumentation, et notamment entre séquences explicatives et argumentatives (Adam, 2011), ont mis en évidence les mécanismes différenciés qui soutiennent les deux démarches et dont Jean-Paul Bronckart (1996, p. 237) a souligné les enjeux sociodiscursifs : si l'argumentation s'efforce d'emporter l'adhésion et de mener à une conclusion, l'explication anticipe plutôt – de la part du destinataire – un défaut de compréhension qu'une contestation et le locuteur adopte une posture pédagogique⁶ consistant à montrer qu'à partir d'une situation problématique initiale, la réponse apportée est la mieux à même de résoudre efficacement le problème. Émilie Devriendt et Michèle Monte ana-

5. Cette tension le rapproche du discours scientifique le plus contemporain, tel que l'analysent Francis Grossmann et Fanny Rinck (2004) en mobilisant, comme Anne Régent-Susini, les concepts de sur- et sous-énonciation élaborés par Rabatel (2003, 2004, 2012).

6. Sur l'emploi du mot *pédagogie* dans le discours politique, on pourra lire Honeste, 2011.

lysent ainsi la schématisation (Grize, 1990) – ou le cadrage (Breton, 2006) – construits par les exposés des motifs précédant les lois sur les retraites de 2003, 2010 et 2014 et les chaînes causales mobilisées dans ces textes pour présenter la loi comme seule réponse possible à un « déséquilibre » des systèmes de retraites, posé comme prémisses incontournable. Si l'effacement du gouvernement en tant qu'énonciateur et la mise entre parenthèses du débat parlementaire semblent caractériser le genre de l'exposé des motifs dans son ensemble, le recours insistant à la modalité déontique⁷ ainsi qu'à un futur simple à haute valeur prédictive semble propre aux exposés des motifs portant sur des décisions socio-économiques contestées. L'effacement de la conflictualité au profit d'un ordre des choses entraînant les réponses « pragmatiques » les plus adéquates serait dans ce cas un mécanisme puissant de la construction d'une autorité imposant un cadre d'analyse contraignant tout en se dotant d'un *ethos* bienveillant et soucieux du progrès social. Ce travail confirme, sur un autre genre textuel, les analyses menées par R. Cussó et C. Gobin sur le discours expert des institutions européennes. Ceci ne surprendra pas, étant donné la proximité idéologique entre les instances de l'UE et les gouvernements nationaux.

La force de l'évidence est aussi le moyen d'étayer l'autorité dans les éditoriaux analysés par Thierry Guilbert : ce genre apparaît ainsi comme un des lieux d'imposition d'un cadre argumentatif naturalisé. L'analyse détaillée des mécanismes de fonctionnement de l'évidence en discours met en relief à juste titre la position d'introducteur d'énoncé ou de paragraphe qu'occupent un certain nombre de séquences : posés comme des préalables et imposés au lecteur, ces syntagmes ou énoncés ont une valeur métacommunicationnelle en ce qu'ils enjoignent au lecteur de ne pas discuter ce qui apparaît soit comme un principe immuable, soit comme un constat supposé neutre et impartial de la situation actuelle. Ces deux formes peuvent apparaître comme complémentaires en ce que l'une est fondée sur un énoncé générique du type « le bon sens plaide justement... », l'autre sur la deixis temporelle comme dans « à l'heure où le président s'engage dans... ». Dans les deux cas, le locuteur se réfère à « un élément donné comme existant préalablement à l'énonciation » et indépendamment d'elle, alors que sa formulation est étroitement dictée par les besoins argumentatifs de l'éditorialiste⁸. Au lieu de défendre ses propres opinions, celui-ci les présente comme des évidences salvatrices que seul l'aveuglement idéologique pourrait empêcher de voir, disqualifiant par là une position adverse qui n'est généralement pas rapportée à des personnes précises mais qui est rendue responsable de l'état « dépressif » ou du comportement « absurde » des Français.

7. L'usage de cette modalité est également souligné par Marie-Dominique Perrot (2002, p. 59) dans l'article qu'elle consacre à une plaquette cosignée par le secrétaire général de l'ONU, le directeur général du FMI et le président de la Banque mondiale.

8. Voir aussi sur ce point Guilbert, 2013.

« Blocage de la contradiction » et neutralisation de la conflictualité sont enfin analysés par Alice Krieg-Planque qui poursuit ici la réflexion qu'elle a engagée à propos de la formule : combinant l'analyse de plusieurs corpus institutionnels (bases de données terminologiques multilingues, guides pratiques des bons usages langagiers...) aussi bien que de discours critiques (dictionnaires militants, générateurs d'énoncés...), elle pose ici une hypothèse forte qui concerne les soubassements linguistiques de la construction de l'autorité et qui renoue avec les fondements de l'analyse de discours. Les notions de phraséologie (Fiala, 1987) et d'idéologie⁹ sont ici rapprochées des observations d'Hannah Arendt ou de Victor Klemperer pour conférer au mécanisme de figement une place singulière dans l'institution de l'autorité. La « prévisibilité des énoncés » et les « régularités » discursives ont constitué un objet inaugural pour l'AD en tant qu'elles permettaient de saisir le discours de l'idéologie au cœur de discours singuliers et de repérer les éventuelles références à des formations discursives divergentes, sinon antagonistes¹⁰. Ici, elles sont envisagées comme des modes privilégiés de la construction d'un discours d'autorité qui entreprend « de limiter l'espace du dicible et de contrôler l'étendue de la créativité verbale ». En observant comment les acteurs sociaux en position dominante verrouillent les opérations de dénomination et, par là, la reconfiguration du réel que permet le travail de catégorisation, la réflexion d'Alice Krieg-Planque rejoint les travaux de la praxématique, et tout particulièrement de Paul Siblot (2001), sur le dialogisme de la nomination. La représentation du monde en langage, écrit cet auteur, produit des catégorisations obéissant à des programmes de sens. Les dénominations capitalisent ces programmes de sens, mais ceux-ci ne s'actualisent que partiellement en discours, lors de réglages de sens intersubjectifs :

C'est la réitération de ces actualisations discursives qui charge de sens la catégorie constituée et transforme des emplois en usage, la praxis langagière s'ajoutant ainsi aux autres praxis pour enrichir et faire évoluer le contenu sémantique. (§ 10)

Dès lors qu'une institution veille à l'emploi de telle dénomination et à son actualisation dans des contextes adéquats, les programmes de sens se trouvent figés et les réglages deviennent impossibles. On n'a plus qu'une pure répétition, qui assure certes la stabilité du sens, mais qui prive aussi le discours d'une de ses propriétés constitutives : la possibilité de faire advenir du neuf à partir de l'investissement et de l'interaction de sujets producteurs de sens. La double dynamique du figement, outil de stabilisation de l'expres-

9. Voir le retour très stimulant qu'a opéré Philippe Schepens sur cette notion dans un récent numéro de la revue *Semen* (Lambert, Schepens 2011).

10. Ces « non-coïncidences du dire », affleurant dans des discours apparemment monologiques, ont ensuite été étudiées, dans un cadre théorique partiellement différent, par Jacqueline Authier-Revuz (1995).

sion autorisée, voire autoritaire, et du défigement, instrument de sa subversion ou de sa disqualification, telle que l'analyse Alice Krieg-Planque, permet de revenir sur les questionnements traditionnellement associés à la « langue de bois », sans recourir à une désignation aussi problématique, mise en question dès 1989 dans un numéro de *Mots* (Fiala, Pineira, Sériot, 1989) et récusée plus récemment pour les ambiguïtés de ses emplois (Dufays, 2010 ; Nowicki, 2010). Les incertitudes d'une telle notion, sa valeur éminemment dépréciative et les enjeux de son importation dans le contexte des démocraties ont été soulignés de manière si décisive par ces analyses que nous n'y reviendrons pas. Il serait peut-être plus fécond de confronter cette réflexion sur la résistance à la variation dans les discours d'autorité avec les travaux actuels sur les routines discursives (Née, Sitri, Veniard, 2014). Inséparables des genres et des formations discursives dans lesquelles elles prennent naissance, ces routines sont des marqueurs identitaires qui peuvent s'imposer alors même que les locuteurs n'emploieraient pas de telles dénominations ou de telles tournures syntaxiques dans d'autres contextes. Or, bien qu'elles viennent sous la plume de travailleurs sociaux qui occupent une position moyenne dans l'échelle sociale, elles n'en produisent pas moins un effet d'autorité à proportion même de leur étrangeté sur les personnes visées par ces rapports, dans la mesure où elles séparent les locuteurs en deux groupes : ceux qui ont accès aux formules consacrées et ceux qui en sont exclus.

Si les figements lexicaux occupent une place centrale dans la réflexion d'Alice Krieg-Planque, les autres contributions du numéro montrent, pour leur part, le rôle décisif joué par l'effacement énonciatif ou les mécanismes de sur et de sous-énonciation dans la production d'un effet d'évidence. Elles reviennent également sur la présupposition, dont Oswald Ducrot (1984) avait bien montré en quoi elle contraignait le récepteur. Le mécanisme de la présupposition est saisi, d'une part, dans ses manifestations syntaxiques – position d'un syntagme dans la zone préverbale de sorte qu'il échappe à la négation et à l'interrogation –, d'autre part, dans le choix d'expressions nominales définies qui attribuent aux entités ainsi nommées une réalité extralinguistique :

[les] dénominations, par la présupposition existentielle qui s'y rattache, [...] constituent un engagement ontologique en faveur des choses dont nous voulons qu'elles existent, qu'elles soient stables et subjectivement partagées. (Kleiber, 2001, p. 14)

Laurence Kaufmann (2002) a bien montré les implications de ce fonctionnement du langage sur la catégorie de *l'opinion publique*. On trouvera d'autres exemples dans les diverses contributions de ce numéro. L'imposition d'un cadre argumentatif, le désamorçage des objections s'appuient ainsi sur des mécanismes tellement inhérents au fonctionnement linguistique qu'ils ne sont que peu remarqués par les coénonciateurs, favorisant d'autant « la possibilité d'emprisonner l'auditeur dans un univers intellectuel qu'il n'a pas choisi »

(Ducrot, 1984, p. 30). Cependant on peut penser que les locuteurs ordinaires ont acquis malgré tout la conscience que le langage doit être un lieu de négociations et de productions de sens nouveaux. Les dictionnaires contestataires étudiés par Alice Krieg-Planque témoignent de cette conscience diffuse et nous amènent à une interrogation radicale : la stabilisation des énoncés qui confère aux discours une autorité née de la répétition n'est-elle pas en même temps ce qui les menace ? En produisant un effet d'uniformité, de monotonie, elle affaiblit ces discours qui souffrent également du manque d'investissement énonciatif de la part de ceux et celles qui les énoncent. Dès lors, la force de persuasion de ces discours d'autorité s'effrite, mais, dans la mesure où ils ignorent les discours alternatifs ou dénie leur validité, proposant des constats supposés et des « explications » du monde plutôt que des points de vue (assumés comme tels) sur le monde, ils tendent à rendre impossible le véritable dialogue démocratique.

En ce sens la construction de l'autorité dans le discours des institutions peut contribuer à en miner l'efficacité : figement, effacement énonciatif et neutralisation des formes de dissensus dissuadent en effet la contradiction, mais peuvent alimenter conjointement la perception d'un discours stéréotypé et monologique, clos sur lui-même. Le diagnostic d'une supposée « crise de l'autorité » ou d'un prétendu désintérêt pour le politique gagnerait sans doute à être requalifié en discrédit – frappant des discours d'appareil désincarnés –, et en défiance à l'égard d'autorités qui se présentent comme incontestées, les mécanismes de cette désaffection nous semblant pouvoir être analysés, au moins partiellement, à partir des catégories proposées par les auteurs ici réunis.

Faut-il y voir une raison de la faveur que peuvent rencontrer des discours autoritaires susceptibles d'apparaître comme plus incarnés ? Les articles rassemblés ici ne permettent pas de répondre directement à cette question, mais il nous semble que la réflexion sur l'autorité en discours et, inversement, sur ce que pourrait être une pratique démocratique du dissensus et de la contestation, telle que la conçoit par exemple Ruth Amossy (2014), est un élément clé de la réflexion actuelle sur les conditions d'un renouveau de la citoyenneté.

Références

- ADAM Jean-Michel, 2011 (3^e édition revue), *Les textes : types et prototypes*, Paris, Armand Colin.
- AMOSSY Ruth éd., 1999, *Images de soi dans le discours. La construction de l'ethos*, Lausanne, Delachaux et Niestlé.
- 2010, *La présentation de soi. Ethos et identité verbale*, Paris, PUF.
- 2014, *Apologie de la polémique*, Paris, PUF.

- ACHARD Pierre, 1983, « "Je jure..." (commentaires sur *Ce que parler veut dire* de Pierre Bourdieu) », *Langage et société*, n° 29, p. 61-78.
- ANGENOT Marc, 2013, *Rhétorique de la confiance et de l'autorité*, Montréal, Université McGill (Discours social, vol. XLIV).
- ARENDT Hannah, 1989 [1972], *La crise de la culture. Huit exercices de pensée politique*, Paris, Gallimard (Folio).
- AUTHIER-REVUZ Jacqueline, 1995, *Ces mots qui ne vont pas de soi. Boucles réflexives et non-coïncidences du dire*, Paris, Larousse.
- BOURDIEU Pierre, 1982, *Ce que parler veut dire. L'économie des échanges linguistiques*, Paris, Fayard.
- 1989, *La noblesse d'État. Grandes écoles et esprit de corps*, Paris, Minuit.
- BRETON Philippe, 2006 (4^e édition revue), *L'argumentation dans la communication*, Paris, La Découverte.
- BRONCKART Jean-Paul, 1996, *Activité langagière, textes et discours. Pour un interactionnisme socio-discursif*, Lausanne, Delachaux et Niestlé.
- COHEN-WIESENFELD Sivan, 2004, « L'inscription de la subjectivité dans le discours diplomatique », *Semen*, n° 17, p. 41-58.
- 2008, « Le discours diplomatique dans la correspondance franco-allemande, 1871-1914 », *Argumentation et analyse du discours* [En ligne], n° 1, <http://aad.revues.org/413>.
- CONSTANTIN DE CHANAY Hugues, RÉMI-GIRAUD Sylviane, 2007, « Démocratie et ses dérivés. De la dénomination à l'argument sans réplique ? », *Mots. Les langages du politique*, n° 83, *Dire la démocratie aujourd'hui*, p. 81-99.
- CUSSÓ Roser, GOBIN Corinne éd., 2008, *Du discours politique au discours expert*, *Mots. Les langages du politique*, n° 88.
- DOUGLAS Mary, 1999 [1986], *Comment pensent les institutions*, Paris, La Découverte / MAUSS.
- DUROT Oswald, 1984, *Le dire et le dit*, Paris, Minuit.
- DUFAYS Jean-Louis, 2010, « Stéréotypie et langue de bois : comme un air de famille », *Hermès*, n° 58, p. 41-46.
- DUFOUR Françoise, 2011, « "Où en est « la démocratie ? » ou Le fonctionnement idéologique d'une formule déférente », *Semen*, n° 30, p. 107-125.
- FIALA Pierre, 1987, « Pour une approche discursive de la phraséologie. Remarques en vrac sur la locutionnalité et quelques points de vue qui s'y rapportent, sans doute », *Langage et société*, n° 42, p. 27-44.
- FIALA Pierre, PINEIRA Carmen, SÉRIOT Patrick éd., 1989, *Langues de bois ?*, *Mots*, n° 21.
- GRIZE Jean-Blaise, 1990, *Logique et langage*, Gap, Ophrys.
- GROSSMANN Francis, RINCK Fanny, 2004, « La surénonciation comme norme du genre. L'exemple de l'article de recherche et du dictionnaire en linguistique », *Langages*, n° 156, p. 34-50.
- GUILBERT Thierry, 2013, « La "réalité" de la presse écrite et l'éthique de l'analyse du discours », *Le rapport éthique au discours. Histoire, Pratiques, Analyses*, C. Guérin, G. Siouffi, S. Sorlin éd., Berne, Peter Lang, p. 289-302.
- HONESTE Marie-Luce, 2011, « Jeux et enjeux lexicaux. L'emploi du mot *pédagogie* dans

- le discours politique», *Mots. Les langages du politique*, n° 96, *Les discours politiques. Approches interactionnistes et multimodales*, p. 113-132.
- KAUFMANN Laurence, 2002, « L'opinion publique ou la sémantique de la normalité », *Langage et société*, n° 100, p. 49-79.
- 2006, « Les voies de la déférence. Sur la nature des concepts politiques », *Langage et société*, n° 117, p. 89-116.
- KLEIBER Georges, 2001, « Remarques sur la dénomination », *Cahiers de praxématique*, n° 36, p. 21-41.
- KRIEG-PLANQUE Alice, 2010, « La formule “développement durable”. Un opérateur de neutralisation de la conflictualité », *Langage et société*, n° 134, p. 5-29.
- LAMBERT Céline, SCHEPENS Philippe éd., 2011, *Les langages de l'idéologie. Études pluridisciplinaires*, Semen, n° 30.
- MAINGUENEAU Dominique, 2002, « Les rapports des organisations internationales : un discours constituant ? », *Les mots du pouvoir. Sens et non-sens de la rhétorique internationale*, G. Rist éd., *Nouveaux cahiers de l'IUED*, Paris, Presses universitaires de France (Enjeux, n° 13), p. 119-132.
- 2013, « Post-scriptum. Le rapport de la Banque mondiale. Quelques réflexions d'un analyste du discours », *Les discours sur l'économie*, M. Temmar, J. Angermuller, F. Lebaron éd., Paris, PUF (CURAPP), p. 175-190.
- MAYAFFRE Damon, 2013, « Sarkozysme et populisme. Approche logométrique du discours de Nicolas Sarkozy (2007-2012) », *Mots. Les langages du politique*, n° 103, *Le silence en politique*, p. 73-87.
- NÉE Émilie, SITRI Frédérique, VENIARD Marie, 2014, « Pour une approche des routines discursives dans les écrits professionnels », *Actes du IV^e Congrès mondial de linguistique française de Berlin*, EDP Sciences, Web of conferences, 2014, vol. VIII, p. 2013-2024.
- NOWICKI Joanna, 2010, « De l'insoutenable légèreté occidentale à l'égard de la notion de “langue de bois” », *Les langues de bois*, J. Nowicki, M. Oustinoff, A.-M. Charrier éd., *Hermès*, n° 58, p. 23-28.
- OGER Claire, 2003, « Communication et contrôle de la parole. De la clôture à la mise en scène de l'institution militaire », *Quaderni*, n° 52, p. 77-92.
- 2013, *Discours d'autorité, discours autorisés. Faire référence et dire l'institution*, « inédit » du dossier d'habilitation à diriger des recherches en sciences de l'information et de la communication, soutenu le 2 décembre 2013 à l'Université Paris-Sorbonne (CELSA).
- OGER Claire, OLLIVIER-YANIV Caroline, 2006, « Conjurer le désordre discursif. Les procédés de “lissage” dans la fabrication du discours institutionnel », *Mots. Les langages du politique*, n° 81, *Suisse, laboratoire politique européen ?*, p. 63-77.
- ORIGGI Gloria, 2004, « Croyance, déférence et témoignage », *La philosophie cognitive*, E. Pacherie, J. Proust éd., Paris, Ophrys/MSH, p. 167-183.
- 2008, *Qu'est-ce que la confiance ?*, Paris, Vrin.
- PERROT Marie-Dominique, 2002, « Mondialiser le non-sens », *Les mots du pouvoir. Sens et non-sens de la rhétorique internationale*, G. Rist éd., *Nouveaux cahiers de l'IUED*, n° 13, Genève, Paris, PUF, p. 43-66.

- PINEIRA Carmen, PÉRIÈS Gabriel éd., 1995, «Acte d'autorité. Discours autoritaires» (dossier), *Mots*, n° 43.
- RABATEL Alain, 2003, «L'effacement énonciatif et ses effets pragmatiques de sous- et de sur-énonciation», *Formes et stratégies du discours rapporté. Approche linguistique et littéraire des genres de discours*, J. M. Lopez-Muñoz, S. Marnette, L. Rosier éd., *Estudios de Lengua y literatura francesas*, n° 14, Cadix, Université de Cadix, p. 33-61.
- 2004, *Effacement énonciatif et discours rapportés*, *Langages*, n° 156, p. 3-17.
- 2012, «Positions, positionnements et postures de l'énonciateur», *Travaux neuchâtelois de linguistique*, n° 56, p. 23-42.
- RHÉTORÉ Joëlle, 2012, «Totalitarismes. Quand les symboles cessent de croître», *Victor Klemperer. Repenser le langage totalitaire*, B. Turpin, L. Aubry éd., Paris, CNRS, p. 187-199.
- RIST Gilbert éd., 2002, *Les mots du pouvoir. Sens et non-sens de la rhétorique internationale*, *Nouveaux cahiers de l'IUED*, n° 13, Genève, Paris, PUF.
- RIUTORT Philippe, 2009, «L'écriture d'un éditorial ou comment codifier le talent», *Les genres journalistiques. Savoirs et savoir-faire*, R. Ringoot, J.-M. Utard éd., p. 136-149.
- ROSANVALLON Pierre, 2008, *La légitimité démocratique. Impartialité, réflexivité, proximité*, Paris, Le Seuil.
- SIBLOT Pierre, 2001, «De la dénomination à la nomination. Les dynamiques de la signification nominale et le propre du nom», *Cahiers de praxématique*, n° 36, p. 189-214. URL : <http://praxématique.revues.org/368>, consulté le 15 novembre 2014.
- TURPIN Béatrice, 2012, «Sémiotique du langage totalitaire», *Victor Klemperer. Repenser le langage totalitaire*, B. Turpin, L. Aubry éd., Paris, CNRS, p. 59-75.
- YANOSHEVSKY Galia, 2009, «L'usage des vidéoblogs dans l'élection présidentielle de 2007. Vers une image plurigérée des candidats», *Mots. Les langages du politique*, n° 89, 2007. *Débats pour l'Élysée*, p. 57-68.